

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES	TARIF DES ABONNEMENTS				ANNONCES ET AVIS DIVERS		
Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'Imprimerie nationale à Rufisque.	VOIE NORMALE		VOIE AERIEENNE		La ligne..... 1.000 francs		
	Six mois	Un an	Six mois	Un an			
Les annonces doivent être remises à l'Imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance.	Sénégal et autres Etats de la CEDEAO		15.000f	31.000f.	-	-	Chaque annonce répétée...Moitié prix
	Etranger : France, RDC R.C.A. Gabon, Maroc.						
Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs	Algérie, Tunisie.		-	-	20.000f.	40.000f	(Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces).
	Etranger : Autres Pays				23.000f	46.000f	
	Prix du numéro..... Année courante		600 f	Année ant.	700f.		
	Par la poste :		Majoration de 130 f par	numéro			
	Journal légalisé		900 f	-	Par la poste	-	Compte bancaire B.I.C.I.S. n° 1520 790 630/81

S O M M A I R E

PARTIE OFFICIELLE

DECRET ET ARRETES

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

- 2021
- 31 décembre . Décret n° 2021-1799 portant nomination des ordonnateurs délégués et secondaires des crédits 2148
- 31 décembre . Arrêté interministériel n° 048404 abrogeant et remplaçant les arrêtés n° 014205 du 27 juin 2018 et n° 029062/MFB/MPE du 31 décembre 2020 fixant le montant de la marge de soutien à l'activité de raffinage de la Société Africaine de Raffinage (SAR) 2157

MINISTERE DE L'INTERIEUR

- 2020
- 02 octobre Arrêté ministériel n° 023898 autorisant la création d'une association étrangère 2157

MINISTERE DES MINES ET DE LA GÉOLOGIE

- 2021
- 20 décembre . Arrêté ministériel n° 045353 portant premier renouvellement de l'autorisation d'ouverture et d'exploitation d'une carrière privée permanente de calcaire de 20ha 02a 77ca à la société APSA MINES SA, à Bandia dans la Commune de Diass, Région de Thiès . 2158

- 2021
- 20 décembre . Arrêté ministériel n° 045354 portant autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrière privée permanente de granite à la société ALPHA BUSINESS AFRICA (ABA) GROUP SARL, sur une superficie de 20ha 20a 82ca dans la Commune de Saraya, Région de Kédougou 2159
- 20 décembre . Arrêté ministériel n° 045355 portant autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrière privée permanente de calcaire, à la société LEYDI MINING COMPANY SARL, sur une superficie de 30ha 01a 20ca, dans la zone de Bandia, Région de Thiès. 2160

MINISTERE DU PETROLE ET DES ENERGIES

- 2021
- 10 décembre . Arrêté ministériel n° 041352 fixant les prix plafonds des hydrocarbures à la consommation pour compter du 11 décembre 2021 2161

PARTIE OFFICIELLE

DECRET ET ARRETES

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

Décret n° 2021-1799 du 31 décembre 2021 portant nomination des ordonnateurs délégués et secondaires des crédits

RAPPORT DE PRESENTATION

Le Gouvernement du Sénégal, en application des dispositions prévues d'une part, par la loi organique n° 2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances (LOLF) en ses articles 64 et 67, par le décret n° 2020-978 du 23 avril 2020 portant Règlement général sur la Comptabilité publique en son article 18 et le décret n° 63-797 du 19 décembre 1963 relatif aux conditions dans lesquelles les ministres peuvent déléguer leur signature en son article 2, d'autre part, a démarré dans le second trimestre de l'année 2021, la mise en œuvre dans la progressivité, de la déconcentration de l'ordonnancement des crédits.

Le décret n° 2020-2424 du 31 décembre 2020 portant nomination des ordonnateurs délégués et secondaires pris à cet effet, a permis d'enrôler une première cohorte de structures pilotes constituées des sept (07) institutions constitutionnelles de la République et d'une dizaine de ministères techniques.

Pour les sept institutions constitutionnelles, il s'agit :

- de la Présidence de la République ;
- de l'Assemblée nationale ;
- du Conseil économique, social, et environnemental ;
- du Conseil constitutionnel ;
- de la Cour suprême ;
- de la Cour des comptes ;
- et du Haut Conseil des Collectivités territoriales.

Pour les départements, sont concernés les dix ministères en charge :

- de la Microfinance et de l'Economie sociale et solidaire ;
- de l'Economie numérique et des Télécommunications ;
- de l'Economie, du Plan et de la Coopération ;
- des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'extérieur ;
- des Forces armées ;
- des Mines et de la Géologie ;
- du Travail, du Dialogue social et des Relations avec les Institutions ;
- de la Fonction publique et du Renouveau du Service public ;
- de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur informel.

Il est prévu la déconcentration de l'ordonnancement des crédits en 2022 à l'ensemble des ministères et institutions constitutionnelles visés en annexe.

A cet effet, pour disposer d'un seul texte unique de référence, il est préconisé l'abrogation du décret n° 2020-2424 du 31 décembre 2020 portant nomination des ordonnateurs délégués et secondaires et la proposition du présent projet de décret à la signature de Monsieur le Président de la République.

Telle est l'économie du présent projet de décret.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

VU la loi organique n° 2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances ;

VU la loi n° 2012-22 du 27 décembre 2012 portant Code de transparence dans la gestion des finances publiques ;

VU le décret n° 63-797 du 10 décembre 1963, relatif aux conditions dans lesquelles les ministres peuvent déléguer leur signature, modifié par le décret n° 64-774 du 18 novembre 1964 ;

VU le décret n° 2012-673 du 04 juillet 2012 portant Nomenclature budgétaire de l'Etat, modifié par le décret n° 2018-1932 du 11 octobre 2018 ;

VU le décret n° 2020-978 du 23 avril 2020 portant Règlement général sur la Comptabilité publique ;

VU le décret n° 2020-1020 du 06 mai 2020 relatif à la gestion budgétaire de l'Etat modifié par le décret n° 2020-2423 du 31 décembre 2020 ;

VU le décret n° 2020-2098 du 1^{er} novembre 2020 portant nomination des ministres et secrétaires d'Etat et fixant la composition du Gouvernement ;

VU le décret n° 2020-2100 du 1^{er} novembre 2020 portant répartition des services de l'Etat, et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, le Secrétariat général du Gouvernement et les ministères ;

VU le décret n° 2020-2193 du 11 novembre 2020 relatif aux attributions du Ministre des Finances et du Budget ;

Sur propositions des ministres concernés d'une part et le rapport de présentation du Ministre des Finances et du Budget, d'autre part,

DECRETE :

Article premier. - Sont nommés ordonnateurs délégués et secondaires des crédits au niveau des administrations centrales et déconcentrées, les responsables de service désignés es qualité tel que précisé dans l'annexe qui fait partie intégrante du présent décret.

Art. 2. - Le Ministre, Secrétaire général du Gouvernement, le Ministre des Finances et du Budget, le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre des Infrastructures, des Transports terrestres et du Désenclavement, le Ministre de la Santé et de l'Action sociale, le Ministre de la Femme, de la Famille, du Genre et de la Protection des Enfants, le Ministre de l'Agriculture et de l'Equipement rural, le Ministre de l'Eau et de l'Assainissement, le Ministre du Tourisme et des Transports aériens, le Ministre des Collectivités territoriales, du Développement et de l'Aménagement des Territoires, le Ministre de l'Education nationale, le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, le Ministre du Pétrole et des Energies, le Ministre du Développement communautaire et de l'Equité sociale et territoriale, le Ministre des Pêches et de l'Economie maritime, le Ministre de l'Environnement et du Développement durable, le Ministre des Sports, le Ministre de l'Urbanisme, du Logement et de l'Hygiène publique, le Ministre du Commerce et des Petites et Moyennes entreprises, le Ministre de la Culture et de la Communication, le Ministre de l'Elevage et des Productions animales, le Ministre de la Jeunesse, le Ministre de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 31 décembre 2021.

Macky SALL

**ANNEXE AU DECRET PORTANT DESIGNATION DES ORDONNATEURS DELEGUES
ET SECONDAIRES DES INSTITUTIONS CONSTITUTIONNELLES ET MINISTRES**

INSTITUTIONS ET MINISTRES	DOTATIONS ET PROGRAMMES BUDGETAIRES	ORDONNATEUR DELEGUE	ORDONNATEUR SECONDAIRE¹
Présidence de la République	Dotation de la Présidence de la République	Le Directeur des Moyens généraux de la Présidence Suppléant : Le Chef de Division du Patrimoine et de la logistique de la Présidence	
	Programme Frais de contrôle des entreprises publiques (Compte spécial du Trésor)		
Assemblée nationale	Dotation de l'Assemblée nationale	Premier Questeur de l'Assemblée nationale	
Conseil économique, social et environnemental	Dotation du Conseil économique, social et environnemental	Le Directeur Administratif et Financier	
Conseil constitutionnel	Dotation du Conseil constitutionnel	Le Chef du Service Administratif et Financier	
Cour suprême	Dotation de la Cour suprême	Le Secrétaire général de la Cour Suprême	
Cour des comptes	Dotation de la Cour des comptes	Le Secrétaire général de la Cour des comptes	
Haut Conseil des Collectivités territoriales	Dotation du Haut Conseil des Collectivités territoriales	Le Secrétaire général du Haut Conseil des Collectivités territoriales Suppléant : le Secrétaire général adjoint	
Secrétariat général du Gouvernement	Dotation du Secrétariat général du Gouvernement	Le Directeur de l'Administration générale et de l'Equipeement Suppléant : Chef de la Division Administrative et Financière	

¹ Pour l'exécution des crédits déconcentrés mis à la disposition des services en région et département (ou à l'étranger dans les ambassades et consulats)

INSTITUTIONS ET MINISTRES	DOTATIONS ET PROGRAMMES BUDGETAIRES	ORDONNATEUR DELEGUE	ORDONNATEUR SECONDAIRES'
Ministère du Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	Programme pilotage, Coordination et Gestion administrative	Le Secrétaire général du Ministère Suppléant : Le Directeur de l'Administration générale et de l'Equipe	Le Chef de Service régional
	Programme développement du marché intérieur et de la consommation		
	Programme Renforcement de l'intégration du Sénégal dans le Commerce international		
	Programme Promotion et développement de l'Entrepreneuriat privé et des PME/PMI		
Ministère de la Culture et de la Communication	Programme Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Le Directeur de l'Administration générale et de l'Equipe Suppléant : le Gestionnaire de la DAGE	Le Gouverneur de région
	Programme Promotion & Valorisation industries culturelles & créatives		
	Programme Développement et Encadrement du Secteur de la Communication		
	Programme Promotion et valorisation du Patrimoine culturel		
Ministère de la Femme, de la Famille, du Genre et de la Protection des Enfants	Programme Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Le Directeur de l'Administration générale et de l'Equipe Suppléant : le Gestionnaire de la DAGE	Le Gouverneur de région Le préfet de département périphérique
	Programme Famille et genre		
	Programme Enfance		
	Programme Autonomie Economique des Femmes		
Ministère de la Jeunesse	Programme Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Le Directeur de l'Administration générale et de l'Equipe Suppléant : le Gestionnaire de la DAGE	Le Gouverneur de région Le préfet de département périphérique
	Programme Education à la citoyenneté et promotion du volontariat		
	Programme Protection sociale des jeunes et gestion de leur groupement		
	Programme socioéconomique des jeunes		
Ministère de la Justice	Programme Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Le Directeur de l'Administration générale et de l'Equipe Suppléant : le Gestionnaire de la DAGE	Le Gouverneur de région Le préfet de département périphérique
	Programme justice judiciaire		
	Programme Education surveillée et Protection judiciaire de l'Enfant		
	Programme Administration pénitentiaire Programme Bonne gouvernance et Droits humains		

INSTITUTIONS ET MINISTRES	DOTATIONS ET PROGRAMMES BUDGETAIRES	ORDONNATEUR DELEGUE	ORDONNATEUR SECONDAIRE ¹
Ministère de la Microfinance, de l'Economie sociale et solidaire	Programme Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Le Directeur de l'Administration générale et de l'Equipe Suppléant : le Gestionnaire de la DAGE	
	Programme Promotion de la microfinance		
	Programme Promotion de l'économie sociale et solidaire		
Ministère des Pêches et de l'Economie maritime	Programme Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Le Directeur de l'Administration générale et de l'Equipe Suppléant : le Gestionnaire de la DAGE	Le Chef de Service régional des pêches et de la Surveillance Le Chef de Service départemental des pêches et de la Surveillance
	Programme Pêche et Aquaculture		
	Programme Economie maritime		
	Programme Encouragement à la Pêche et à ses industries annexes (CEPIA) - Compte spécial du Trésor		
Ministère de la Santé et de l'Action sociale	Programme pilotage, Coordination et Gestion administrative	Le Directeur de l'Administration générale et de l'Equipe Suppléant : le Gestionnaire de la DAGE	Le Médecin chef de la région médicale
	Programme Santé de base		
	Programme Santé de référence		
	Programme Protection sociale		
Ministère de l'Agriculture et de l'Equipe rural	Programme Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Le Directeur de l'Administration générale et de l'Equipe Suppléant : LE Gestionnaire de la DAGE Agent du Service d'ordonnancement	Le Directeur régional de Développement rural Le Chef de Service Départemental de Développement rural
	Programme Sécurisation de la base productive et développement des infrastructures rurales		
	Programme Augmentation de la production et valorisation des produits agricoles		
	Programme Accompagnement à la production : Financement, Recherche, Formation et Appui - conseil		
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	Programme Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Le Directeur de l'Administration générale et de l'Equipe Suppléant : le Gestionnaire de la DAGE	Le Chef de Service régional Eau et assainissement
	Programme de Gestion intégrée des Ressources en Eau		
	Programme d'Accès à l'Eau potable		
	Programme d'Assainissement et de Gestion des Eaux pluviales		
Ministère de l'Economie numérique et des Télécommunications	Programme Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Le Directeur de l'Administration générale et de l'Equipe Suppléant : le Gestionnaire de la DAGE	
	Programme Economie numérique		
	Programme Secteur postal		

INSTITUTIONS ET MINISTRES	DOTATIONS ET PROGRAMMES BUDGETAIRES	ORDONNATEUR DELEGUE	ORDONNATEUR SECONDAIRES ¹
Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération	Programme Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Le Directeur de l'Administration générale et de l'Equipement Suppléant : le Chef de la Division administrative et financière	Le Chef de Service régional de la Planification
	Programme Coopération et Développement PPP et Appui Secteur privé		
	Programme Economie productive, compétitive et créatrice d'emplois		
Ministère de l'Education nationale	Programme Pilotage ministériel, gestion et Coordination administrative	Le Directeur de l'Administration générale et de l'Equipement Suppléant : le Gestionnaire de la DAGE	L'Inspecteur d'Académie L'Inspecteur de l'Education et de la Formation
	Programme Education préscolaire		
	Programme Enseignement Elémentaire		
	Programme Enseignement Moyen général		
	Programme Enseignement secondaire général		
Ministère de l'Elevage et des Productions animales	Programme Education de base des jeunes et adultes	Le Directeur de l'Administration générale et de l'Equipement Suppléant : le Gestionnaire de la DAGE	Le Chef de Service régional de l'Elevage Le Chef de Service départemental de l'Elevage
	Programme Pilotage, Coordination et Gestion administrative		
	Programme Productions animales		
	Programme Santé animale et Santé publique vétérinaire		
Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion	Programme Mise en marché des produits animaux	Le Directeur de l'Administration générale et de l'Equipement Suppléant : le Chef de la Division du Budget et de la Comptabilité	Chefs de services régionaux et départementaux des Inspections d'Académie Suppléant : Inspecteur Académie (IA) adjoint
	Programme Pilotage, Coordination et Gestion administrative		
	Programme Développement des offres de formation professionnelle et technique		
Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	Programme Développement de l'Emploi	Le Directeur de l'Administration générale et de l'Equipement Suppléant : le Gestionnaire de la DAGE	
	Programme Education supérieure		
	Programme Œuvres sociales universitaires		

INSTITUTIONS ET MINISTRES	DOTATIONS ET PROGRAMMES BUDGETAIRES	ORDONNATEUR DELEGUE	ORDONNATEUR SECONDAIRE ¹
Ministère de l'Environnement et du Développement durable	Programme Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Directeur de l'Administration générale et de l'Equipement Suppléant : Coordonnateur du Centre de Services partagé central	L'Inspecteur régional des Eaux et forêts Le Chef de Secteur de département
	Programme Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres		
	Programme Conservation de la biodiversité et gestion des AP		
	Programme Lutte contre les pollutions, nuisances et les effets néfastes des Changements climatiques		
	Programme Pilotage, Coordination et Gestion administrative		
Ministère de l'Intérieur	Programme Sécurité publique	Directeur de l'Administration générale et de l'Equipement Suppléant : Chef de la Division Planification	Le Gouverneur de région Le Préfet de département périphérique
	Programme Sécurité civile		
	Programme Administration territoriale		
	Programme Gouvernance électorale		
	Programme Fonds de lutte contre les incendies		
Ministère de l'Urbanisme, du Logement et de l'Hygiène publique	Programme Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Directeur de l'Administration générale et de l'Equipement Suppléant : le Gestionnaire de la DAGE	Le Gouverneur de région Le Préfet de département périphérique
	Programme Aménagement et développement urbain		
	Programme logement, construction d'équipements et d'infrastructures publiques		
	Programme Cadre de vie		
	Programme Pilotage, Coordination et Gestion administrative		
Ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Programme Coopération bilatérale et multilatérale	Directeur de l'Administration générale et de l'Equipement Directeur des Affaires Juridiques et Consulaires	Ambassadeurs et Consuls
	Programme Promotion de la Diplomatie économique		
	Programme Gestion des Affaires consulaires et promotion des Sénégalais de l'Extérieur		
	Programme Pilotage, Coordination et Gestion administrative		
	Programme Cohérence territoriale		
Ministère des Collectivités territoriales, du Développement et de l'Aménagement des Territoires	Programme Gouvernance territoriale	Le Directeur de l'Administration générale et de l'Equipement Suppléant : le Gestionnaire de la DAGE	Le Chef de Service régional, de l'Aménagement et du Développement local Le Chef de Service départemental de l'Aménagement et du Développement local
	Programme Financement du développement territorial		

INSTITUTIONS ET MINISTRES	DOTATIONS ET PROGRAMMES BUDGETAIRES	ORDONNATEUR DELEGUE	ORDONNATEUR SECONDAIRE ¹
Ministère des Finances et du Budget	Programme Pilotage, gestion et coordination du MFB	Le Directeur de l'Administration générale et de l'Equipement Le Coordonnateur de la DAGE	Le Contrôleur régional des Finances (niveau du département chef-lieu de région) Le préfet (niveau du département périphérique)
	Programme Gestion ressources douanières et protection de l'économie	Le Directeur général des Douanes Suppléant : le Directeur du Personnel et de la Logistique	
	Programme Elaboration des lois de finances et suivi de l'exécution	Le Directeur général du Budget	
	Dotations autres charges non réparties	Suppléant : le Directeur de l'Administration et du Personnel	
	Programme Gestion comptable et financière de l'Etat et autres organismes publics	Le Directeur général de la Comptabilité publique et du Trésor Suppléant : le Directeur de l'Administration et du Personnel	
	Programme Gestion de la fiscalité intérieure et du foncier	Le Directeur général des Impôts et des Domaines Suppléant : le Directeur de l'Administration et du Personnel	
	Programme Gestion du Secteur financier	Le Directeur général des Services Financiers et de la Compétitivité Suppléant : le Directeur de l'Administration et du Personnel	
	Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat sur ressources extérieures	Le Directeur de l'Ordonnancement des Dépenses publiques Le Directeur Adjoint	
	Dépenses de personnel de l'Etat	Directeur de la Solde Le Directeur Adjoint	

INSTITUTIONS ET MINISTÈRES	DOTATIONS ET PROGRAMMES BUDGETAIRES	ORDONNATEUR DELEGUE	ORDONNATEUR SECONDAIRE ¹
	Programme Gestion du Fonds national de retraite (FNR)	Directeur des Pensions Le Directeur Adjoint	
	Programme Gestion des Prêts et Avances	Directeur de la Monnaie et du Crédit Le Directeur Adjoint	
	Programme Gestion des Garanties et avals	Directeur de la dette publique Suppléant : Chef de la Division des Conventions de financement	
	Dotation du service de la Dette de l'Etat		
Ministère des Forces armées	Programme Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Directeur des Affaires administratives, de l'Equipement et du Budget Suppléant : Chef Division Administrative et Budget (DAB), chargé des opérations d'ordonnancement	Le Commandant de Zone (COMZONE)
	Programme Défense du territoire national		
	Programme Sécurité publique et maintien de l'Ordre		
	Programme Opérations à caractère industriel et commercial		
Ministère des Infrastructures, des Transports terrestres et du Désenclavement	Programme Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Directeur de l'Administration générale et de l'Equipement Suppléant : le Gestionnaire de la DAGE	Le Gouverneur de région Le préfet de département périphérique
	Programme Développement, Gestion et Entretien des Infrastructures routières		
	Programme Développement, Gestion et Entretien du Réseau ferroviaire		
	Programme Développement et modernisation des services de transport		
Ministère des Mines et de la Géologie	Programme Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Directeur de l'Administration générale et de l'Equipement Suppléant : le Gestionnaire de la DAGE	Le Gouverneur de région
	Programme Mines		
	Programme Géologie		
Ministère des Sports	Programme Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Le Directeur de l'Administration générale et de l'Equipement Suppléant : le Gestionnaire de la DAGE	Le Chef de service régional des Sports Le Chef de service départemental des sports
	Programme Développement des ressources humaines et de la Formation		
	Programme Développement de la Pratique et des Infrastructures sportive		

INSTITUTIONS ET MINISTRES	DOTATIONS ET PROGRAMMES BUDGETAIRES	ORDONNATEUR DELEGUE	ORDONNATEUR SECONDAIRES'
Ministère du Développement communautaire, de l'Equité sociale et territoriale	Programme Coordination et Gestion administrative	Le Directeur de l'Administration générale et de l'Equipement Suppléant : le Gestionnaire de la DAGE	Le Directeur régional du Développement communautaire
	Programme Développement communautaire et Equité territoriale		
	Programme Equité sociale		
Ministère du Développement industriel et des Petites et Moyennes Industries	Programme Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Le Directeur de l'Administration générale et de l'Equipement Suppléant : le Gestionnaire de la DAGE	
	Programme compétitivité de l'Industrie sénégalaise		
Ministère du Pétrole et des Energies	Programme Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Le Directeur de l'Administration générale et de l'Equipement Suppléant : le Gestionnaire de la DAGE	
	Programme Electrification rurale et Energies renouvelables		
	Programme Sécurisation et approvisionnement en hydrocarbures et combustibles domestiques		
	Programme Optimisation du Système d'offre d'électricité		
Ministère du Tourisme et des Transports aériens	Programme Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Le Directeur de l'Administration générale et de l'Equipement Suppléant : le Gestionnaire de la DAGE	Le Chef de Service régional du Tourisme
	Programme Développement de l'Offre touristique		
	Programme Développement de la Sécurité et de la Sûreté du Transport aérien		
	Programme Développement des infrastructures aéroporutaires		
Ministère du Travail, du Dialogue social et des Relations avec les Institutions	Programme Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Le Directeur de l'Administration générale et de l'Equipement Suppléant : le Gestionnaire de la DAGE	Le Chef de service régional de l'Inspection du Travail et la Sécurité sociale
	Programme Gouvernance du marché du travail		
	Programme Protection sociale des travailleurs		
Ministère de la Fonction publique et du Renouveau du Service public	Programme Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Le Directeur de l'Administration générale et de l'Equipement Suppléant : le Gestionnaire de la DAGE	Le Médecin-chef du Centre médico-social
	Programme Fonction publique		
	Programme Renouveau du Service public		
Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur informel	Programme Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Directeur de l'Administration générale et de l'Equipement Suppléant : le Gestionnaire de la DAGE	Le Gouverneur de région Le préfet de département périphérique
	Programme Développement de l'artisanat		
	Programme Transformation, encadrement et économie informelle		

Arrêté interministériel n° 048404 du 31 décembre 2021 abrogeant et remplaçant les arrêtés n° 014205 du 27 juin 2018 et n° 029062/MFB/MPE du 31 décembre 2020 fixant le montant de la marge de soutien à l'activité de raffinage de la Société Africaine de Raffinage (SAR)

Article premier. - La marge de soutien à l'activité de raffinage est appliquée aux produits raffinés par la Société Africaine de Raffinage (SAR) et vendus sur le territoire national.

Art. 2. - En application des dispositions de l'article 3 du décret n° 2006-953 du 26 septembre 2006 portant création et fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du Fonds de sécurisation des importations de produits pétroliers (FSIPP), le montant de la marge de soutien à l'activité de raffinage est fixé comme suit :

* quinze (15) francs CFA par litre pour les produits blancs tels que définis par la structure officielle des prix des produits pétroliers en vigueur, notamment le super-carburant, l'essence ordinaire, l'essence pirogue, le pétrole lampant et le gasoil à 25 degrés Celsius ;

* vingt-cinq (25) francs CFA par kilogramme pour les produits noirs tels que définis par la structure officielle des prix des produits pétroliers en vigueur, notamment le diesel oil, le diesel oil Senelec, le fuel oil 180 CST, le fuel oil 380, le fuel oil Senelec, le distillat TAG, le kérosène TAG et le naphta.

Art. 3. - La marge de soutien à l'activité de raffinage est recouvrée dans les conditions définies par l'arrêté n° 000222 du 15 janvier 2007 fixant les modalités de recouvrement des ressources du FSIPP.

Art. 4. - La SAR est autorisée à prélever l'intégralité de la marge de soutien à l'activité de raffinage telle que fixée à l'article 2 du présent arrêté, et répartie comme suit :

* 90% des recettes au titre de la marge de soutien à l'activité de raffinage sont destinées à la SAR pour soutenir le programme d'investissements validé par son organe délibérant sur une période de dix (10) ans, à compter du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2031, et pour permettre le remboursement de la dette de la SAR dûment constatée à la date de signature du présent arrêté ;

* 10% des recettes prélevées par la SAR au titre de la marge de soutien sont reversées au Trésor public.

Toute utilisation de la marge de soutien en dehors du financement des investissements et du remboursement de la dette, tels que prévus par le présent arrêté, engage la responsabilité de leurs auteurs dans les conditions fixées par les lois et règlements en vigueur.

Les ressources de la marge de soutien utilisées pour des dépenses autres que les investissements et le remboursement de la dette devront être intégralement remboursées par la SAR au Trésor public, sans préjudices des pénalités légales.

Art. 5. - Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2022.

Art. 6. - Le Directeur général de la Comptabilité publique et du Trésor, le Directeur général des Impôts et des Domaines, le Directeur général des Douanes, l'Administrateur du Fonds spécial de Soutien au secteur de l'Energie et le Président de la Commission de Régulation du Secteur de l'Energie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel*.

MINISTERE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté ministériel n° 023898 du 02 octobre 2020 autorisant la création d'une association étrangère

Article premier. - Est autorisée la création de l'association étrangère dénommée « **ASSOCIATION DES MOINES CISTERCIENS ABBAYE DE SEPT-FONS DE DIALACOTO** », dont le siège est établi à la Procure du Diocèse, Eglise Saint Clément, près du District sanitaire, quartier Liberté à Tambacounda.

Art. 2. - L'association mènera ses activités sur l'étendue du territoire national conformément à ses objectifs et dans le respect de la réglementation en vigueur en la matière.

Elle a pour but :

* de regrouper les catholiques qui souhaitent soutenir, matériellement et moralement, la mise en œuvre des principes d'une vie de prière, de travail d'art et de liturgie inspirée par la règle de St Benoît ;

* de développer toutes activités religieuses, sociales, d'accueil et d'entraide dans l'esprit de St Benoît ;

* d'éditer et de diffuser tous documents ouvrages et publication de spiritualité destinés à promouvoir et à faire connaître les communautés religieuses contemplatives ;

* de mener toutes activités économiques agricoles, pastorales, sylvicoles, piscicoles, dans son domaine foncier acquis par voie de bail, en vue d'assurer sa subsistance et son autonomie.

Art. 3. - Cette association est administrée par :

- Jean François NDONG : *Président* ;
- Martial, Nicolas, Jean-Paul MARE : *Secrétaire général* ;
- André Pierre Gallo DIOUF : *Trésorier général*.

Art. 4. - Toute modification apportée aux statuts et tout changement survenu dans l'administration de l'association devront être portés à la connaissance du Ministre de l'Intérieur avant leur prise d'effet.

Art. 5. - Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

MINISTERE DES MINES ET DE LA GÉOLOGIE

Arrêté ministériel n° 045353 du 20 décembre 2021
portant premier renouvellement de l'autorisation
d'ouverture et d'exploitation d'une carrière privée
permanente de calcaire de 20ha 02a 77ca à la
Société APSA MINES SA, à Bandia dans la Com-
mune de Diass, Région de Thiès

Article premier. - Il est accordé à la Société APSA MINES SA immatriculée au registre de commerce de Dakar sous le numéro SN-DKR 2013 B 18645, NINEA 004931970, ayant son siège social à Hann Mariste 1, villa n° 81, Dakar-Sénégal, le premier renouvellement de l'autorisation d'ouverture et d'exploitation d'une carrière privée permanente de calcaire, dans la Commune de Diass, Région de Thiès, attribuée par arrêté n° 006254/MEM/DMG/bd du 22 août 2012.

Art. 2. - Le périmètre de la carrière, objet du renouvellement, d'une superficie réputée égale à 20ha 02a 77ca, est défini par les points sommets de coordonnées UTM WGS 84 (Zone 28 N) suivants :

Points Sommets	Nord (y)	Est (x)
B1	1618665	285919
B2	1618686	286530
B3	1619221	286590
B4	1619259	286723
B5	1618831	286888
B6	1618439	286019
Superficie	20 ha 02 a 77 ca	

Art.e 3. - Cette autorisation est renouvelée une première fois, pour une durée de cinq (05) ans, à compter de la date du 21 août 2017. Elle est renouvelée dans les mêmes formes, pour une période de cinq ans, à chaque fois.

Art. 4. - Dès la notification du présent arrêté, la Société APSA MINES SA, est assujettie, au paiement d'un montant de deux millions cinq cent mille (2.500.000) francs CFA, représentant les droits fixes et au paiement d'un montant d'un million un mille trois cent quatre-vingt-cinq (1.001.385) francs CFA, représentant la redevance superficielle de la première année, au taux de 50.000 FCFA/ha/année, au niveau du Service régional des Mines et de la Géologie de Thiès.

Pour les autres années, le paiement de la redevance superficielle intervient au plus tard le 31 mars de l'année concernée.

Art. 5. - A chaque renouvellement, la Société APSA MINES SA versera à la caisse intermédiaire des recettes du Service régional des Mines et de la Géologie de Thiès les droits fixes et redevances exigibles.

Art. 6. - La Société APSA MINES SA versera à la caisse intermédiaire des recettes du Service régional des Mines et de la Géologie de Thiès une redevance minière trimestrielle, au taux de 4% de la valeur marchande du produit concassé.

Le règlement de la redevance minière doit se faire dans un délai de quarante-cinq (45) jours, à compter de la date d'émission du bulletin de liquidation par le Chef du Service régional des Mines et de la Géologie de Thiès.

Art. 7. - Un cahier des charges définissant les obligations de la Société APSA MINES SA conformément aux dispositions de l'article 67 de la loi n° 2016-32 du 08 novembre 2016 portant Code minier, est annexé à l'autorisation d'ouverture et d'exploitation de la carrière privée permanente.

Art. 8. - La Direction technique de l'exploitation sera assurée par un Chef de chantier dont le nom sera porté à la connaissance de l'administration minière et enregistré par le Service régional des Mines et de la Géologie de Thiès.

Le Chef de chantier sera responsable de l'application des prescriptions décrites par le Code minier et son décret d'application sur la sécurité et l'hygiène dans la carrière.

Art. 9. - Le Gouverneur de la Région de Thiès, le Directeur général des Mines, le Directeur des Carrières et le Directeur de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié partout où besoin sera.

Arrêté ministériel n° 045354 du 20 décembre 2021 portant autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrière privée permanente de granite à la Société ALPHA BUSINESS AFRICA (ABA) GROUP SARL, sur une superficie de 20ha 20a 82ca dans la Commune de Saraya, Région de Kédougou

Article premier. - La Société ALPHA BUSINESS AFRICA (ABA) GROUP SARL sise à la cité comico 3 VDN villa n°19, Dakar-Sénégal est autorisée à ouvrir et à exploiter une carrière privée permanente de granite dans la Commune de Saraya, Région de Kédougou.

Art. 2. - Le périmètre de la carrière, d'une superficie réputée égale à 20ha 20a 82ca est défini par les points sommets de coordonnées UTM WGS 84 (Zone 29 P) suivants :

Points Sommets	X	Y
P1	200829.80	1422884.46
P2	201150.57	1422884.46
P3	201150.57	1422254.47
P4	200829.80	1422254.47
Superficie : 20ha 20a 82ca		

Art. 3. - L'autorisation est valable pour une durée de cinq (05) ans, à compter de la date de signature du présent arrêté, et peut être renouvelée plusieurs fois, pour une période de cinq (05) ans, à chaque fois, dans les mêmes formes.

La Société ALPHA BUSINESS AFRICA (ABA) GROUP SARL est tenue d'introduire une demande de renouvellement trois (03) mois au moins avant l'expiration de la période de validité sous peine de retrait de ladite autorisation.

Art. 4. - Avant le démarrage de ses activités, la Société ALPHA BUSINESS AFRICA (ABA) GROUP SARL réalisera, à ses frais, une étude d'impact environnemental et social, conformément au Code de l'Environnement et aux décrets et arrêtés y afférents.

Art. 5. - Dès la notification de l'arrêté, la Société ALPHA BUSINESS AFRICA (ABA) GROUP SARL est assujettie au paiement d'un montant de (2.500.000) francs CFA, représentant les droits fixes, et au paiement d'un montant d'un million dix mille quatre cent dix (1.010.410) F CFA, représentant la redevance superficielle de la première année, au taux de 50.000 FCFA/ha/année.

Pour les autres années, le paiement de la redevance superficielle intervient au plus tard le 31 mars de l'année concernée.

Art. 6. - A chaque renouvellement, la Société ALPHA BUSINESS AFRICA (ABA) GROUP SARL versera à la caisse intermédiaire des recettes du Service régional des Mines et de la Géologie de Kédougou les droits fixes et les redevances superficielles exigibles.

Art. 7. - Dans un délai de trois (03) mois à compter de la date de délivrance de l'autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrière, la Société ALPHA BUSINESS AFRICA (ABA) GROUP SARL est tenue de procéder au bornage du périmètre attribué, à ses frais, par un géomètre agréé.

Art. 8. - La Direction technique de la carrière sera assurée par un Chef de chantier dont le nom sera porté à la connaissance de l'administration minière, et enregistré par le Service régional des Mines et de la Géologie de Kédougou.

Le Chef de chantier sera responsable de l'application des prescriptions décrites par le Code minier et son décret d'application sur la sécurité et l'hygiène dans la carrière.

Art. 9. - La zone à exploiter de la carrière sera protégée au niveau des points dangereux par tout moyen de clôture offrant des conditions suffisantes de sûreté et de solidité (fils de fer barbelé, merlon, etc.).

Art. 10. - La carrière sera exploitée par fronts de taille. Aucune exploitation par fouilles individuelles ne sera permise.

Art. 11. - Le Chef de chantier devra être en mesure de présenter, à toute réquisition des agents de l'administration minière, le cahier d'extraction sur lequel devront être portées les quantités extraites quotidiennement.

Les rapports mensuels et annuels seront établis et expédiés suivant les spécifications de l'administration minière.

Art. 12. - La Société ALPHA BUSINESS AFRICA (ABA) GROUP SARL est soumise aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la préservation de l'environnement, à l'urbanisme, aux établissements classés dangereux, insalubres ou incommodes et à la protection du patrimoine forestier.

La Société ALPHA BUSINESS AFRICA (ABA) GROUP SARL est tenue à la réhabilitation des terrains après exploitation.

Art. 13. - L'autorisation peut être à tout moment retirée, après mise en demeure de deux (02) mois, par le Ministre chargé des Mines, pour l'un des motifs suivants :

- violation grave des dispositions de la réglementation minière ;

- non versement des droits ou des redevances minières exigibles ;
- non-respect des obligations relatives à la protection de l'environnement et à la préservation du patrimoine archéologique et forestier ;
- non démarrage des travaux six (06) mois après la notification de l'arrêté d'autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrière privée, sans motif valable ;
- abandon de l'exploitation durant une (01) année, sans motif valable ;
- manquement grave aux règles d'hygiène et de sécurité au travail.

Art. 14. - A cette autorisation, est annexé un cahier de charges signé entre l'Administration des mines et la Société ALPHA BUSINESS AFRICA (ABA) GROUP SARL, conformément aux dispositions de l'article 67 de la loi n° 2016-32 du 08 novembre 2016 portant Code minier.

Art. 15. - La Société ALPHA BUSINESS AFRICA (ABA) GROUP SARL versera à la caisse intermédiaire de recettes du Service régional des Mines et de la Géologie de Kédougou une redevance minière trimestrielle, au taux de 4% de la valeur marchande du produit concassé.

Le règlement de la redevance minière doit se faire dans un délai de quarante-cinq (45) jours, à compter de la date d'émission du bulletin de liquidation par le Chef du Service régional des Mines et de la Géologie de Kédougou.

Art. 16. - Le Gouverneur de la Région de Kédougou, le Directeur des Carrières et le Directeur de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié partout où besoin sera.

Arrêté ministériel n° 045355 du 20 décembre 2021 portant autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrière privée permanente de calcaire, à la Société LEYDI MINING COMPANY SARL, sur une superficie de 30ha 01a 20ca, dans la zone de Bandia, Région de Thiès

Article premier. La Société LEYDI MINING COMPANY SARL, sise aux Mamelles Almadies Lot n° 395, Dakar - Sénégal est autorisée à ouvrir et à exploiter une carrière privée permanente de calcaire dans la Bandia, Région de Thiès.

Art. 2. - Le périmètre de la carrière, d'une superficie réputée égale à 30ha 01a 20ca est défini par les points sommets de coordonnées UTM WGS 84 (Zone 28 P) suivants :

Points Sommets	Y	X
1	1619963	283912
2	1620043	284140
3	1619945	284187
4	1620053	284406
5	1619731	284575
6	1619619	284375
7	1619453	284459
8	1619320	284124
9	1619486	283952
10	1619575	284058
Superficie de la zone d'emprunt : 30ha 01a 20ca		

Art. 3. - L'autorisation est valable pour une durée de cinq (05) ans, à compter de la date de signature du présent arrêté, et peut être renouvelée plusieurs fois, pour une période de cinq (05) ans, à chaque fois, dans les mêmes formes.

La Société LEYDI MINING COMPANY SARL est tenue d'introduire une demande de renouvellement trois (03) mois au moins avant l'expiration de la période de validité sous peine de retrait de ladite autorisation.

Art. 4. - Avant le démarrage de ses activités, la Société LEYDI MINING COMPANY SARL réalisera, à ses frais, une étude d'impact environnemental et social, conformément au Code de l'Environnement et aux décrets et arrêtés y afférents.

Art. 5. - Dès la notification de l'arrêté, la Société LEYDI MINING COMPANY SARL est assujettie au paiement d'un montant de deux millions cinq cent mille (2.500.000) francs CFA, représentant les droits fixes, et au paiement d'un montant d'un million cinq cent mille six-cent (1.500.600) F CFA, représentant la redevance superficielle de la première année, au taux de 50.000 FCFA/ha/année.

Pour les autres années, le paiement de la redevance superficielle intervient au plus tard le 31 mars de l'année concernée.

Art. 6. - A chaque renouvellement, la Société LEYDI MINING COMPANY SARL versera à la caisse intermédiaire des recettes du Service régional des Mines et de la Géologie de Tambacounda les droits fixes et les redevances superficielles exigibles.

Art. 7. - Dans un délai de trois (03) mois à compter de la date de délivrance de l'autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrière, la Société LEYDI MINING COMPANY SARL est tenue de procéder au bornage du périmètre attribué, à ses frais, par un géomètre agréé.

Art. 8. - La Direction technique de la carrière sera assurée par un Chef de chantier dont le nom sera porté à la connaissance de l'administration minière, et enregistré par le Service régional des Mines et de la Géologie de Thiès.

Le Chef de chantier sera responsable de l'application des prescriptions décrites par le Code minier et son décret d'application sur la sécurité et l'hygiène dans la carrière.

Art. 9. - La zone à exploiter de la carrière sera protégée au niveau des points dangereux par tout moyen de clôture offrant des conditions suffisantes de sûreté et de solidité (fils de fer barbelé, merlon, etc.).

Art. 10. - La carrière sera exploitée par fronts de taille. Aucune exploitation par fouilles individuelles ne sera permise.

Art. 11. - Le Chef de chantier devra être en mesure de présenter, à toute réquisition des agents de l'administration minière, le cahier d'extraction sur lequel devront être portées les quantités extraites quotidiennement.

Les rapports mensuels et annuels seront établis et expédiés suivant les spécifications de l'administration minière.

Art. 12. - La Société LEYDI MINING COMPANY SARL est soumise aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la préservation de l'environnement, à l'urbanisme, aux établissements classés dangereux, insalubres ou incommodes et à la protection du patrimoine forestier.

La Société LEYDI MINING COMPANY SARL est tenue à la réhabilitation des terrains après exploitation.

Art. 13. - L'autorisation peut être à tout moment retirée, après mise en demeure de deux (02) mois, par le Ministre chargé des Mines, pour l'un des motifs suivants :

- violation grave des dispositions de la réglementation minière ;
- non versement des droits ou des redevances minières exigibles ;
- non-respect des obligations relatives à la protection de l'environnement et à la préservation du patrimoine archéologique et forestier ;
- non démarrage des travaux six (06) mois après la notification de l'arrêté d'autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrière privée, sans motif valable ;
- abandon de l'exploitation durant une (01) année, sans motif valable ;
- manquement grave aux règles d'hygiène et de sécurité au travail.

Art. 14. - A cette autorisation, est annexé un cahier de charges signé entre l'Administration des mines et la Société LEYDI MINING COMPANY SARL, conformément aux dispositions de l'article 67 de la loi n° 2016-32 du 08 novembre 2016 portant Code minier.

Art. 15. - La Société LEYDI MINING COMPANY SARL versera à la caisse intermédiaire de recettes du Service régional des Mines et de la Géologie de Thiès une redevance minière trimestrielle, au taux de 4% de la valeur marchande du produit concassé.

Le règlement de la redevance minière doit se faire dans un délai de quarante-cinq (45) jours, à compter de la date d'émission du bulletin de liquidation par le Chef du Service régional des Mines et de la Géologie de Thiès.

Art. 16. - Le Gouverneur de la Région de Thiès, le Directeur des Carrières et le Directeur de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié partout où besoin sera.

MINISTERE DU PETROLE ET DES ENERGIES

*Arrêté ministériel n° 041352 du 10 décembre 2021
fixant les prix plafonds des hydrocarbures à la
consommation pour compter du 11 décembre 2021*

Article premier. - Les prix à la consommation des hydrocarbures applicables pour compter du 11 décembre 2021, à partir de 18 heures 00, sont indiqués en annexe du présent arrêté. Pour les hydrocarbures (supercarburant, essence ordinaire, essence pirogue, pétrole lampant et gasoil) assujettis à la péréquation transport et vendus à la pompe, ces prix sont des prix plafond et sont uniformes sur l'ensemble du territoire national. Pour les hydrocarbures (supercarburant, essence ordinaire, essence pirogue, pétrole lampant et gasoil) assujettis à la péréquation transport et vendus aux industriels et aux autres clients consommateurs, le prix de vente est égal à celui de la structure des prix diminué de la péréquation transport et augmenté du tarif officiel de la localité de livraison.

Pour les hydrocarbures (diesel, fuel 180, fuel 380, distillat TAG, kérosène TAG et naphta) non assujettis à la péréquation transport et vendus aux industriels et aux autres consommateurs, le prix de vente est égal à celui de la structure des prix diminué du tarif de transport de Dakar et augmenté du tarif officiel de la localité de livraison.

Pour le gaz butane, les prix affichés sont ceux de la Région de Dakar qui seront majorés, pour les autres régions, d'un différentiel de transport fixé par les services régionaux du commerce.

Art. 2. - Les prix ex-dépôt et consommateur ainsi que les marges distributeur et transporteur sont des valeurs plafond. En conséquence, les intervenants sont autorisés à vendre les produits en dessous des prix plafond fixés.

Art. 3. - Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent arrêté.

Art. 4. - Le Directeur général des Douanes, le Directeur général des Impôts et des Domaines, le Directeur du Trésor et de la Comptabilité publique, le Directeur des Hydrocarbures et le Directeur du Commerce intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué partout où besoin sera et publié avec ses annexes au *Journal officiel*.

COMITE NATIONAL DES HYDROCARBURES

STRUCTURE DES PRIX DES PRODUITS PETROLIERS

A COMPTER DU 11 DÉCEMBRE 2021

STRUCTURE DES PRIX DES PRODUITS PETROLIERS

CALCUL DES PRIX PARITE IMPORTATION

A compter du 11 décembre 2021

	Butane	Super	Ess. Ordinaire	Ess. Pirogue	Pétrole	Gasoil	Gasoil Sénélec	Distillat TAG	Diesel Oil	Diesel Sénélec	FO 180 CST	FO 180 Sénélec	FO380 BTS	FO380 BTS Sénélec	FO 380 HTS	FO 380 HTS Sénélec
COÛT TOTAL F CFA	553.210	467.413	458.492	458.492	431.420	408.304	408.304	408.304	399.647	399.647	270.900	270.900	267.147	267.147	255.632	255.632
TAXE PORT	0,00	991,00	991,00	991,00	991,00	212,00	212,00	212,00	212,00	212,00	212,00	212,00	212,00	212,00	212,00	212,00
FRAIS PASS	1500,00	750,000	750,000	750,000	750,000	750,000	750,000	750,000	750,000	750,000	750,000	750,000	750,000	750,000	750,000	750,000
COÛTS DIRECTS	2.312	1.993	1.958	1.958	1.853	1.763	1.763	1.763	1.729	1.729	1.228	10.500	1.214	10.500	1.169	10.500
FSIPP	0	13.530	13.730	13.730	12.350	11.600	11.600	25.000	25.000	25.000	25.000	25.000	25.000	25.000	25.000	25.000
PSE	0	20.295	20.595	20.595	0	23.200	0	0	15.000	0	15.000	0	15.000	0	15.000	0
PARITE IMPORTATION	557.022	504.972	496.516	475.921	447.364	445.829	422.629	436.029	442.338	427.338	313.090	307.362	309.323	303.609	297.763	292.094

PARITE IMPORTATION

	fcfa par tonne de la période	fcfa par tonne considéré	facteurs de conversion 25°C	fcfa par m³ à 25°C	facteurs de conversion 15°C	fcfa par m³ à 15°C
BUTANE	557.022	312.708				
SUPER	504.972	434.580	1,35300	321.197	1,33800	324.798
ESSENCE ORDINAIRE	496.516	339.665	1,37300	247.389	1,35600	250.490
ESSENCE PIROGUE	475.921	321.077	1,37300	233.851	1,35600	236.782
PETROLE	447.364	302.690	1,23500	245.093	1,12300	247.498
GASOIL	445.829	384.548	1,16000	331.507	1,15200	333.809
GASOIL SENELEC	422.629	422.629	1,16000	364.335	1,15200	366.865
DISTILLAT TAG	436.029	436.029				
DIESEL	442.338	351.881				
DIESEL SENELEC	427.338	427.338				
FUEL OIL 180	313.090	313.090				
FUEL OIL 180 SENELEC	307.362	307.362				
FUEL OIL 380 BTS	309.323	309.323				
FUEL OIL 380 BTS SENELEC	303.609	303.609				
FUEL OIL 380 HTS	297.763	297.763				
FUEL OIL 380 HTS SENELEC	292.094	292.094				

Structure des prix des produits Pétroliers

CANAL (TTC)

A compter du 11 décembre 2021

	Super Carburant	Essence Ordinaire	Essence Pirogue	Pétrole Lampant	Gasoil
1 PRIX PARITE IMPORTATION	321.197	247.389	233.851	245.093	331.507
2 BASE TAXABLE	335.867	324.658	324.658	339.608	342.186
3 DROITS DE PORTE	36.945	35.712	35.712	20.376	37.640
4 PRIX EX-DEPOT (1+3)	358.142	283.101	269.563	265.469	369.147
5 STABILISATION FISCALE	-	-	-	-	-
6 TAXE SPECIFIQUE	216.650	198.470	38.560	-	103.950
7 MARGE DISTRIBUTEUR	69.700	69.700	100.775	69.700	69.700
DONT: PEREQUATION TRANSPORT	20.000	20.000	20.000	20.000	20.000
8 BASE TVA (1+3+6+7+5)	644.492	551.271	408.898	335.169	542.797
9 TVA	116.009	99.229	73.602	60.330	97.703
10 PRIX DE VENTE AU DETAILLANT (4+6+7+9)	760.501	650.500	482.500	395.499	640.500
11 MARGE DETAILLANT	14.500	14.500	14.500	14.500	14.500
12 PRIX DE VENTE AU CONSOMMATEUR					
en F cfa par m ³	775.001	665.000	497.000	409.999	655.000
en F cfa par litre	775	665	497	410	655

Structure des prix des produits Pétroliers

CANAL (TTC)

A compter du 11 décembre 2021

	DIESEL OIL	DIESEL SENELEC	FUELOIL 180	FUELOIL 180 SENELEC	FUELOIL 380 BTS	FUELOIL 380 BTS SENELEC	FUELOIL 380 HTS	FUELOIL 380 HTS SENELEC	DISTILLAT TAG	KEROSENE TAG	NAPHTA
1 PRIX PARITE IMPORTATION	351.881	427.338	313.090	307.362	309.323	303.609	297.763	292.094	436.029	460.014	441.552
2 BASE TAXABLE	338.516	338.516	263.286	263.286	259.636	259.636	248.433	248.433	396.936	419.416	401.439
3 DROITS DE PORTE	23.311	23.311	15.797	15.797	15.578	15.578	14.906	14.906	23.816	25.165	24.086
4 PRIX EX-DEIOT (1+3)	375.192	450.649	328.887	323.159	324.901	319.187	312.669	307.000	459.845	485.179	465.638
s STABILISATION FISCALE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6 MARGE DISTRIBUTEUR	37.430	37.430	37.430	12.693	37.430	12.693	37.430	12.693	37.430	37.430	37.430
7 BASE TVA (1+3+6+5)	412.622	488.079	366.317	335.852	362.331	331.880	350.099	319.693	497.275	522.609	503.068
8 PRIX DE VENTE AU CONSOMMATEUR HTVA (1+3+6)	412.622	488.079	366.317	335.852	362.331	331.880	350.099	319.693	497.275	522.609	503.068
9 TVA	74.272	87.854	65.937	60.453	65.220	59.738	63.018	57.545	89.510	94.070	90.552
10 PRIX DE VENTE AU CONSOMMATEUR en F cfa par tonne	486.894	575.933	432.254	396.305	427.551	391.618	413.117	377.238	586.785	616.679	593.620

Structure des prix des produits Pétroliers

A compter du 11 décembre 2021

BUTANE 38 KG ET 12,5 KG (Fcfa/TM)	
1 PRIX PARITE IMPORTATION	312.708
2 BASE TAXABLE	542.903
3 DROITS DE PORTE	5.429
4 PRIX EX DEPOT	318.137
5 STABILISATION FISCALE	0
6 STABILISATION	0
7 MARGE DU DISTRIBUTEUR	163.623
8 BASE TVA	481.760
9 TVA	0
10 PRIX TTC	481.760
11 MARGE DETAILLANT	18.240
12 PRIX DE VENTE AU CONSOMMATEUR.	500.000

BUTANE	9 KG (Fcfa/TM)	6 KG (Fcfa/TM)	2,7 KG (Fcfa/TM)
1 PRIX PARITE IMPORTATION	312.708	312.708	312.708
2 BASE TAXABLE	542.903	542.903	542.903
3 DROITS DE PORTE	5.429	5.429	5.429
4 PRIX EX DEPOT	318.137	318.137	318.137
5 STABILISATION FISCALE	0	0	0
6 SUBVENTION	0	0	0
7 MARGE DU DISTRIBUTEUR	122.630	122.630	122.164
dont frais de passage en dépôt	32.480	32.480	32.480
8 BASE TVA	440.767	440.767	440.301
9 TVA	0	0	0
10 PRIX TTC	440.767	440.767	440.301

* PRIX BOUTEILLE 38 KG	19.000
ARRONDI	19.000
* PRIX BOUTEILLE 12,5 KG	6.250
ARRONDI	6.250

BOUTEILLES DE	9 KG	6 KG	2,7 KG
* PRIX EX DISTRIBUTEUR	3.967	2.645	1.189
* MARGE GROSSISTE	210	155	80
* PRIX EX GROSSISTE	4.177	2.800	1.269
* MARGE DETAILLANT	110	85	35
* PRIX AU CONSOMMATEUR	4.287	2.885	1.304
* ARRONDI	4.285	2.885	1.305

(CANAL HTT)

		Super Carburant	Essence Ordinaire	Pétrole Lampant	Gasoil
1	PRIX PARITE IMPORTATION	321.197	247.389	245.093	331.507
2	BASE TAXA BLE	335.867	324.658	339.608	342.186
3	DROITS DE PORTE	36.945	35.712	20.376	37.640
4	PRIX EX-DEPOT	358.142	283.101	265.469	369.147
5	TAXE SPECIFIQUE	216.650	198.470	-	103.950
6	EXONÉRATION DROITS DE PORTE	-36.945	-35.712	-20.376	-37.640
7	MARGE DISTRIBUTEUR	69.700	69.700	69.700	69.700
	DONT : PEREQUATION TRANSPORT	20.000	20.000	20.000	20.000
8	PRIX DE VENTE AU DETAILLANT	607.547	515.559	314.793	505.157
9	MARGE DETAILLANT	14.500	14.500	14.500	14.500
10	PRIX DE VENTE AU CONSOMMATEUR				
	en F cfa par m ³	622.047	530.059	329.293	519.657
	en F cfa par hl	62.205	53.006	32.929	51.966

Structure des prix des produits Pétroliers

(CANAL HTVA et DD)

A compter du 11 décembre 2021

		Super Carburant	Essence Ordinaire	Pétrole Lampant	Gasol
1	PRIX PARITE IMPORTATION	321.197	247.389	245.093	331.507
2	BASE TAXABLE	335.867	324.658	339.608	342.186
3	DROITS DE PORTE	36.945	35.712	20.376	37.640
4	PRIX EX-DEPOT	358.142	283.101	265.469	369.147
5	TAXE SPECIFIQUE	216.650	198.470	-	103.950
6	EXONERATION DROITS DE DOUANE	-33.587	-32.466	-16.980	-34.219
7	MARGE DISTRIBUTEUR	69.700	69.700	69.700	69.700
	DONT : PEREQUATION TRANSPORT	20.000	20.000	20.000	20.000
8	PRIX DE VENTE AU DETAILLANT	610.905	518.805	318.189	508.578
9	MARGE DETAILLANT	14.500	14.500	14.500	14.500
10	PRIX DE VENTE AU CONSOMMATEUR				
	en F cfa par m ³	625.405	533.305	332.689	523.078
	en F cfa par hl	62.541	53.331	33.269	52.308

(CANAL HTVA)

		Super Carburant	Essence Ordinaire	Essence pirogue	Pétrole Lampant	Gasol
1	PRIX PARITE IMPORTATION	321.197	247.389	233.851	245.093	331.507
2	BASE TAXABLE	335.867	324.458	324.658	339.608	342.186
3	DROITS DE PORTE	36.945	35.712	35.712	20.376	37.640
4	PRIX EX-DEPOT	358.142	283.101	269.563	265.469	369.147
5	TAXE SPECIFIQUE	216.650	198.470	38.560	-	103.950
6	MARGE DISTRIBUTEUR	69.700	69.700	100.775	69.700	69.700
	DONT: PEREQUATION TRANSPORT	20.000	20.000	20.000	20.000	20.000
7	PRIX DE VENTE AU DETAILLANT	644.492	551.271	408.898	335.169	542.797
8	MARGE DETAILLANT	14.500	14.500	14.500	14.500	14.500
9	PRIX DE VENTE AU CONSOMMATEUR					
	en F cfa par m ³	658.992	565.771	423.398	349.669	557.297
	en F cfa par hl	65.899	56.577	42.340	34.967	55.730

Structure des prix des produits Pétroliers

(CANAL HTT)

A compter du 11 décembre 2021		Diesel Oil	Fuel Oil 180 CST	Fuel Oil 380 BTS	Fuel Oil 380 HTS
1	PRIX PARITE IMPORTATION	351.881	313.090	309.323	297.763
2	BASE TAXABLE	388.516	263.286	259.636	248.433
3	DROITS DE PORTE	23.311	15.797	15.578	14.906
4	PRIX EX-DEPOT	375.192	328.887	324.901	312.669
5	EXONERATION DROITS DE PORTE	-23.311	-15.797	-15.578	-14.906
6	MARGE DISTRIBUTEUR	37.430	37.430	37.430	37.430
7	PRIX DE VENTE AU CONSOMMATEUR				
	en F cfa par tonne	389.311	350.520	346.753	335.193

(CANAL HTVA et DD)

		Diesel Oil	Fuel Oil 180 CST	Fuel Oil 380 BTS	Fuel Oil 380 HTS
1	PRIX PARITE IMPORTATION	351.881	313.090	309.323	297.763
2	BASE TAXABLE	388.516	263.286	259.636	248.433
3	DROITS DE PORTE	23.311	15.797	15.578	14.906
4	PRIX EX-DEPOT	375.192	328.887	324.901	312.669
5	EXONERATION DROITS DE DOUANE	-19.426	-13.164	-12.982	-12.422
6	MARGE DISTRIBUTEUR	37.430	37.430	37.430	37.430
7	PRIX DE VENTE AU CONSOMMATEUR				
	en F cfa par tonne	393.196	353.153	349.349	337.677

PRODUITS	UNITES	PRIX PARITE IMPORTATION	PRIX DE REPRISE HTT
SUPER CARBURANT	M3 A 15°C	324.798	324.798
ESSENCE ORDINAIRE	M3 A 15°C	250.490	250.490
PETROLE LAMPANT	M3 A 15°C	247.498	247.498
GASOIL	M3 A 15°C	333.809	333.809
DIESEL OIL	T	351.881	351.881
FUEL OIL 180 CST	T	313.090	313.090
FUEL OIL 380 BTS	T	309.323	309.323
FUEL OIL 380 HTS	T	297.763	297.763

Structure des prix des produits Pétroliers

A compter du 11 décembre 2021

(CANAL HTT)

PRODUITS	UNITES	PPI	BASE TAXABLE	DROITS DE PORTE	dont droits de douane	dont redevance statistique (RS)	PRIX EX-DEPOT	PRIX DE REPRISE (prix ex-dépôt- (RS)
BUTANE 12,5/38 KG	T	312.708	542.903	5.429	0	5.429	318.137	312.708
BUTANE 9 KG	T	312.708	542.903	5.429	0	5.429	318.137	312.708
BUTANE 6 KG	T	312.708	542.903	5.429	0	5.429	318.137	312.708
BUTANE 2,7 KG	T	312.708	542.903	5.429	0	5.429	318.137	312.708
SUPER CARBURANT ...	M3 A 15°C	324.798	339.633	37.360	33.963	3.396	362.158	358.762
ESSENCE ORDINAIRE ..	M3 A 15°C	250.490	328.728	36.160	32.873	3.287	286.650	283.363
ESSENCE PIROGUE	M3 A 15°C	236.782	328.728	36.160	32.873	3.287	272.942	269.655
PETROLE LAMPANT ...	M3 A 15°C	247.498	242.941	20.576	17.147	3.429	268.074	264.645
GASOIL	M3 A 15°C	333.809	344.562	37.902	34.456	3.446	371.711	368.265
GASOIL SENELEC	M3 A 15°C	366.865	344.562	37.902	34.456	3.446	404.767	401.321
DIESEL OIL	T	351.881	388.516	23.311	19.426	3.885	375.192	371.307
DIESEL OIL SENELEC ..	T	427.338	388.516	23.311	19.426	3.885	450.649	446.764
FUEL OIL 180 CST	T	313.090	263.286	15.797	13.164	2.633	328.887	326.254
FUEL OIL 180 SENELEC ..	T	307.362	263.286	15.797	13.164	2.633	323.159	320.526
FUEL OIL 380 BTS	T	309.323	259.636	15.578	12.982	2.596	324.901	322.305
FUEL OIL 380 BTS SENEL ..	T	303.609	259.636	15.578	12.982	2.596	319.187	316.591
FUEL OIL 380 HTS	T	297.763	248.433	14.906	12.422	2.484	312.669	310.185
FUEL OIL 380 HTS SENEL ..	T	292.094	248.433	14.906	12.422	2.484	307.000	304.516
DISTILLAT TAG	T	436.029	396.936	23.816	19.847	3.969	459.845	455.876
KEROSENE TAG	T	460.014	419.416	25.165	20.971	4.194	485.179	480.985
NAPHTA	T	441.552	401.439	24.086	20.972	4.014	465.638	461.624

RUFISQUE - Imprimerie nationale DL n° 7442
